

25 octobre 1952

La Vie Internationale

Les Chances de l'Europe

Il est difficile de parler d'autre chose que du débat soulevé en France autour de la ratification du traité, signé à Paris en Mai, sur l'armée européenne. Le raidissement français concrétisé par les discours Herriot et Daladier, au congrès radical de Bordeaux, a soulevé une vague de commentaires. L'émotion a d'ailleurs été plus marquée ici même qu'à l'extérieur. « Ils protestent, mais ils signeront parce qu'ils n'ont pas de politique de rechange à proposer »; telle est l'impression que laissent les journaux étrangers. En un sens d'ailleurs, le débat public ouvert en France a servi la cause de la ratification en obligeant partisans et adversaires à mettre leurs arguments au grand jour. Et l'on s'est aperçu que si l'on pouvait encore exiger et obtenir des garanties supplémentaires de la part des anglo-saxons, les objections les plus sérieuses contre le traité d'armée européenne pourraient tomber. Par ailleurs, il semble qu'à Washington, comme à Londres, les inquiétudes des Français ont été comprises sinon partagées et qu'on devait faire quelque chose pour les apaiser.

L'alternative.

Le fond du problème a été bien mis en lumière par M. Pleven, le père du projet de communauté européenne de défense. Le choix n'est pas entre le réarmement de l'Allemagne et le statut actuel, mais entre une armée européenne et la renaissance de la Wehrmacht.

Personne en France n'accepte de gaieté de cœur de revoir les Allemands en uniforme; les Allemands eux-mêmes ne le souhaitent pas, sauf quelques professionnels du militarisme. Les Anglais manifestent la même répugnance et les Américains, particulièrement Eisenhower, ont hésité longtemps devant cette solution. Un fait malheureusement est là: il n'y a pas de défense européenne possible sans une participation des Allemands de l'Ouest, surtout depuis que les Allemands de la zone orientale ont endossé l'uniforme soviétique. Le vide créé entre le Rhin et l'Elbe serait inévitablement absorbé par les Russes et c'en serait fait de l'Europe libre.

Les possibilités.

Il n'en reste pas moins que la France dont la position stratégique est capitale a les moyens d'imposer sa volonté d'obtenir des garanties nouvelles contre toute rupture d'équilibre qui permettrait aux Allemands d'avoir la prépondérance dans l'armée intégrée ou de s'en libérer pour se constituer en force indépendante. A cet égard, il existe une formule très simple et très efficace que nous avons suggérée ici-même l'an passé et dont il est étrange que personne ne se soit avisé: c'est que la force militaire allemande ainsi créée serait dissoute par les soins des Américains le jour où ceux-ci quitteraient l'Europe. C'est-à-dire le jour où le danger venu de l'Est aurait disparu et qu'il n'y aurait plus de raison de laisser une force armée de douze divisions à une Allemagne que personne ne menacerait plus (cela pouvant aller de pair avec un désarmement général contrôlé), car il est bien évident qu'une force militaire

allemande intégrée ou non ne constituerait pas un danger tant qu'une armée américaine serait stationnée en Allemagne à côté de troupes françaises et anglaises.

Arrière-pensée.

Le problème n'est donc pas insoluble, loin de là, à moins que derrière les objections françaises ne se cache une arrière-pensée que la presse étrangère ne s'est pas fait faute de formuler clairement. Ce que souhaitent les Français c'est un accord avec les Russes garantissant le statu-quo c'est-à-dire la division en deux de l'Allemagne occupée discrètement par les quatre puissances, exactement le statut actuel de l'Autriche.

Nous avons fait allusion ici, en son temps, et bien avant les accusations du député socialiste allemand Wahner à des approches secrètes tentées par l'U.R.S.S. pour convaincre les milieux officiels français de l'excellence de cette solution. Que les négociations aient eu lieu entre personnalités non responsables cela est difficilement niabile.

Mais un règlement de ce genre est inacceptable pour les Etats-Unis et supposerait en outre comme pour tout traité la bonne foi des Soviétiques dont ils n'ont pas donné jusqu'ici le moindre témoignage. En outre on ne partage pas un grand pays comme l'Allemagne comme la Pologne de jadis. Cette solution de plus révolterait la conscience internationale et finirait à la longue par provoquer une rupture d'équilibre dont les Soviétiques seraient les seuls bénéficiaires.

Conclusion.

Force est donc bien d'en revenir à la formule: Faire l'Europe ou périr; périr non seulement par une nouvelle invasion venue de l'Est qui serait tôt ou tard inévitable, mais aussi d'asphyxie économique. On voit bien, depuis quelques mois surtout, que la production européenne est en baisse; que si un marché plus vaste n'est créé chaque pays européen devra se replier sur son marché intérieur et reviendra peu à peu à un régime d'autarchie qui en réduisant la production amènerait un abaissement progressif du niveau de vie des peuples. Le besoin de progrès et de mieux être ferait inévitablement éclater les cadres au prix sans doute de convulsions internes. C'est là le vrai danger.

Si la guerre entre pays libres est, contrairement aux prophéties de Staline, hors de question dans l'avenir prévisible, le risque de révolution sociale dans des pays économiquement comprimés est une éventualité plausible. Car si la France se repliait sur elle-même elle souffrirait moins d'une Europe compartimentée comme elle l'est actuellement grâce à ses possessions d'outre-mer et à son équilibre agricole; mais alors une intégration de ses voisins se ferait sans elle. En voici la preuve:

Les relations économiques Italo-allemandes.

Les présidents des unions industrielles italiennes et allemandes MM. Costa et Fritz Berg ont envisagé la suppression entre leurs deux pays du contrôle des devises, le

rétablissement de la libre convertibilité des monnaies ainsi que la libération complète des échanges. Ils ont préconisé une intégration progressive de l'ensemble des deux économies qui sont complémentaires. Le récent accord commercial germano-italien faisant suite aux conversations Adenauer-De Gasperi ont élargi considérablement les transactions entre les deux pays. Quelle serait la position de la France si un bloc germano-italien sur le plan économique venait à se constituer? Les réactions plutôt désagréables de la presse italienne aux réticences françaises prouvent que l'opinion dans la péninsule est décidée à aller de l'avant. Enfin le récent discours destiné aux Allemands prononcé par M. Eden montre qu'à Londres on est disposé à seconder les efforts américains pour créer un vaste marché européen et à favoriser l'intégration des moyens de défense du continent. Les dispositions anglaises à l'endroit des Allemands sont toutes à l'apaisement, Eden n'a-t-il pas dit qu'il ne fallait pas juger un peuple sur son passé? Autrement dit la confiance n'est-elle pas la meilleure des attitudes quand la méfiance ne mène à rien?

CRITON.